

Il n'est pas étonnant, dans un pays où règne la violence (une moyenne de 21 morts violentes et 41 cas de blessures signalés chaque jour en 1995), que ce soit contre l'intégrité physique et la sécurité des personnes que des violations ont été le plus souvent rapportées. Entre août 1995 et juillet 1996, le bureau de l'ombudsman des droits de la personne a signalé 197 violations du droit à la vie, certaines perpétrées par des « groupes armés irréguliers ». La plupart de ces groupes semblent être de nature criminelle, mais la réapparition possible d'un escadron de la mort, la « Fuerza Nacionalista Mayor Roberto D'Aubuisson », au milieu de l'année 1996, a suscité de nouvelles craintes par suite de menaces contre des personnalités (y compris l'ombudsman).

Bien que la part des dépenses publiques consacrées aux programmes sociaux ait augmenté, plus de la moitié de la population vit dans la pauvreté, dont 30 % dans un état d'extrême pauvreté. Beaucoup de Salvadoriens n'ont pas profité de la croissance économique des dernières années. Le secteur de la « maquila » continue de faire l'objet de la part des militants syndicalistes de plaintes pour harcèlement et pour violations des droits des travailleurs, notamment le droit de s'organiser. Le gouvernement continue d'appliquer une politique de salaires bas, et la hausse du salaire minimum n'a pas suivi le rythme de l'inflation. Il faut toutefois noter que le salaire minimum de 131 \$ US par mois est le plus élevé de la région. Bien que les dépenses publiques consacrées à l'éducation aient augmenté et que la modernisation du système ait été entamée, le niveau de compétence au Salvador est très faible et l'analphabétisme très élevé.

Il y a eu peu de changements en ce qui concerne les violations des droits de la femme, dues le plus souvent à la violence familiale, à la discrimination au travail, et aux droits limités à la propriété, en dépit de l'action des organisations de défense des droits de la femme, qui a permis une plus grande sensibilisation à cet égard. L'exploitation et le mauvais traitement des enfants, de même que la main-d'oeuvre enfantine, sont de plus en plus reconnus comme étant des problèmes. Le gouvernement pense que son programme « Escuela saludable », pour assurer une meilleure nutrition et de meilleurs soins de santé de base aux enfants de l'école primaire, encourage de nombreux parents à laisser leurs enfants plus longtemps à l'école. Bien que les droits des personnes handicapées ne soient pas protégés par la Constitution, la guerre civile au Salvador a fait un grand nombre d'invalides qui sont de mieux en mieux organisés. Des programmes en faveur des invalides de guerre sont maintenant en place, et les personnes qui n'ont pas le droit de bénéficier de ces programmes ont commencé à protester et à revendiquer de l'aide.

Les autochtones représentent environ 3 % de la population du Salvador. Les revendications territoriales en cours en 1996 semblent être à l'origine de menaces anonymes et de harcèlement contre les dirigeants de l'Association nationale des indigènes salvadoriens (ANIS).

POSITION DU CANADA

Lors de leurs rencontres avec le président salvadorien, les ministres des Affaires étrangères et de la Sécurité publique et l'ombudsman des droits de la personne, le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), l'ambassadeur du Canada au Salvador, et d'autres hauts fonctionnaires ont réitéré l'importance que le Canada attache au respect des droits de la personne, à la mise en oeuvre complète des accords de paix et à la poursuite du développement démocratique. L'ambassade du Canada au Salvador suit des cas particuliers de violation des droits de la personne. Le fonds de reconstruction sociale de